



RUSSIE

Le parti de Poutine balaye les législatives

Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 275

LE LUNDI 3 DÉCEMBRE 2007

88¢ + TAXES = 1\$

Afghanistan: flambée des achats de munitions

Le coût projeté de la mission canadienne continue de grimper

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les coûts projetés de la mission canadienne en Afghanistan continuent de grimper et se chiffrent maintenant à 4,5 milliards entre 2001 et 2009, une augmentation de 200 millions. La violence dans le sud de l'Afghanistan force d'ailleurs des achats importants de munitions et d'armes, ce qui contribue à faire gonfler la facture de la guerre. Seulement pour les six premiers mois de l'année financière 2007-08, l'achat de munitions de tous les calibres a bondi de 650 % comparativement à toute l'année 2006-07, selon les calculs effectués par *Le Devoir*.

Cette augmentation spectaculaire des dépenses de munitions profite principalement à une entreprise basée à Le Gardeur, près de Montréal. General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Canada a ainsi obtenu 85 % de tous les contrats de munitions accordés par le ministère de la Défense depuis six mois, pour un total de 48 millions de dollars.

Les Forces canadiennes viennent d'ailleurs de réviser à la hausse les coûts supplémentaires de la mission en Afghanistan. Entre 2001 et 2009, l'armée évalue que la guerre dans ce pays aura engendré une facture totale de 4,5 milliards de dollars, soit 200 millions de plus que la dernière évaluation réalisée l'hiver dernier.

Depuis 2001, le Canada a déjà dépensé 3,1 milliards de dollars pour son volet militaire en Afghanistan — ce qui exclut l'aide au développement — et prévoit donc encore dépenser 1,4 milliard d'ici février 2009, date prévue du retrait des troupes canadiennes. L'avenir de la mission en Afghanistan est toutefois en révision par un comité indépendant présidé par John Manley. Le Canada pourrait donc poursuivre son mandat actuel plus longtemps que prévu.

Pourquoi cette nouvelle hausse de 200 millions? Au ministère de la Défense, on a refusé de donner des détails, précisant seulement que les coûts estimés de la guerre sont évalués «sur une base régulière». Au bureau du ministre Peter MacKay, on explique que l'arrivée de

VOIR PAGE A 8: MUNITIONS



CLÉMENT ALLARD

Régis Labeaume s'adressant à ses partisans après sa victoire à la mairie de Québec. Il a remporté le double des voix de son adversaire Ann Bourget.

Labeaume triomphe à Québec

ISABELLE PORTER

Québec — La population de Québec a choisi Régis Labeaume pour compléter le mandat d'Andrée Boucher à la mairie de Québec. L'homme d'affaires de 51 ans l'a emporté sans difficulté hier sur la chef du Renouveau municipal de Québec, Ann Bourget.

«Je me suis donné pour mission de faire de Québec la ville la plus attrayante et performante au pays. Dès demain je me mets à la tâche», a déclaré le vainqueur lors d'un rassemblement dans un hôtel du centre-ville un peu après 21h30.

L'avance de M. Labeaume était incontestable dès les premiers résultats, un peu après 20h. Elle ne s'est d'ailleurs jamais démentie au cours de la soirée, le candidat récoltant le double des appuis de Mme Bourget à environ 60 % contre 30 %.

Les treize autres candidats à l'élection ont dû se contenter de miettes et se partager les 10 % restants. L'ancien ministre Marc Bellemare a obtenu à peine 4 % (contre 10% en 2005). Quant à Claude Larose qui s'était alors classé deuxième avec 33 %, il a dû cette fois se contenter d'un peu plus de 1 %. En 2005, Andrée Boucher avait conquis la mairie avec 45 % des votes.

Son mari, Marc Boucher se trouvait d'ailleurs aux côtés de M. Labeaume hier. Disant avoir «beaucoup d'attachement» pour M. Boucher, M. Labeaume s'est



CLÉMENT ALLARD

Ann Bourget, grande perdante de l'élection à la mairie de Québec.

engagé à «poursuivre ce que Mme Boucher avait entamé avant son décès.» Agé de 51 ans, père de trois enfants, Régis Labeaume est originaire de Duberger en banlieue de Qué-

bec. Devenu millionnaire durant les années 1990 grâce à la vente de la compagnie minière Mazarin, il s'est engagé dans différents projets à Québec à la Fondation de l'entrepreneuriat, chez Centraide, chez Innovatech ou encore à la tête du conseil d'administration du Festival d'été.

Conseiller politique du ministre Jean-François Bertrand entre 1980 et 1985, il avait renoué avec la politique en briguant la chefferie du Renouveau municipal de Québec (RMQ) en 2005. Gagnant au premier tour, il avait été défait au second quand Ann Bourget s'était ralliée à... Claude Larose.

M. Labeaume se savait en avance, mais rien ne laissait présager un tel triomphe. Le dernier sondage vendredi lui donnait huit points d'avance devant Mme Bourget à 38 % contre 30 %. Restait toutefois à «faire sortir le vote».

Le triomphe de M. Labeaume est d'autant plus étonnant que Mme Bourget jouissait d'une majorité confortable jusqu'à tout récemment. Or, les derniers sondages attribuaient au candidat une avance solide dans les banlieues qui comptent pour plus de la moitié de l'électorat. Régis Labeaume aura donc conquis ceux qui avaient voté pour Mme Boucher en 2005.

Comme l'ancien ministre Marc Bellemare, M. Labeaume n'a pas manqué une occasion de faire

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC

Réformes constitutionnelles

Référendum serré au Venezuela

Chávez aurait remporté son pari, selon trois ministres

LISA-MARIE GERVAIS

Le président du Venezuela, Hugo Chávez, aurait remporté son pari lors du référendum d'hier qu'il a organisé pour réformer la Constitution, selon trois de ses ministres qui ont cité des sondages à la sortie des urnes. Le «oui» aurait emporté avec 6 à 8 points d'avance sur le «non». La participation en revanche aurait été basse.

Si les résultats définitifs confirment une victoire du oui au plébiscite, les 69 amendements souhaités par Hugo Chávez conféreront plus de pouvoir à l'exécutif et permettront au président élu de briguer un nombre illimité de mandats présidentiels et de jeter les bases

VOIR PAGE A 8: VENEZUELA

INDEX

Annonces	B 2	Idées	A 7
Avis publics	B 6	Météo	B 5
Convergence	B 7	Monde	B 1
Culture	B 8	Mots croisés	B 4
Décès	B 2	Religions	B 6
Économie	A 5	Sudoku	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

L'ENTREVUE

La géopolitique des passions

Le professeur Pierre Hassner invite à ouvrir la théorie des relations internationales à cette composante essentielle de l'âme humaine

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARE-TREMBLAY

«L'État est le plus froid de tous les monstres froids»,

écrivait Nietzsche. L'adage fut repris en substance par les représentants du réalisme en relations internationales, Kissinger, Aron et Morgenthau, pour qui les affaires du monde sont l'apanage de la raison et des intérêts d'État.

Selon Pierre Hassner, professeur de philosophie politique et de relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris et professeur invité à l'UQAM, cette approche pourtant répandue néglige le rôle névralgique qu'y jouent les passions les plus fondamentales: l'avidité — la recherche des biens matériels —, mais surtout l'honneur et la peur. Il invite donc à ouvrir la théorie des relations internationales, qu'il juge souvent stérile, à cette composante essentielle de l'âme humaine.

«Au siècle d'Hitler et de Ben Laden, libre aux théoriciens de continuer à discourir comme si les relations internationales étaient le domaine exclusif du diplomate et du



JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARE-TREMBLAY

Pierre Hassner

stratège calculant avec une rationalité exemplaire leurs intérêts. Mais cette approche n'est d'aucun secours devant la nécessité de comprendre l'enthousiasme fanatique qui anime ces personnages.»

Cette nécessité de comprendre est celle du philosophe mais également celle d'un fils de famille juive roumaine ayant vécu sous les régimes totalitaires nazis et communistes. Une vie personnelle et intellectuelle, explique-t-il dans *La vio-*

lence et la paix: de la bombe atomique au nettoyage ethnique, marquée par deux déceptions: celle d'après 1945 avec l'avancée du communisme vers l'Ouest et celle d'après 1989 avec le retour aux horreurs du nettoyage ethnique en Yougoslavie. Cette dernière déception s'est accompagnée d'un triple sentiment d'impuissance «à arrêter le crime, à secourir les victimes, mais aussi à secouer l'ignorance et l'indifférence d'un Occident satisfait».

L'honneur blessé

Cet «Occident satisfait» est celui qui est parvenu à oblitérer les passions de sa vie politique et de sa compréhension du monde. «Le projet des Modernes était de remplacer les passions par les intérêts, la guerre et la violence par le commerce et l'industrie. Et ce projet a partiellement fonctionné car nos sociétés développées et bourgeoises vivent essentiellement sous le signe de l'économie et des intérêts. Mais puisque l'action exige de la passion et que rien de grand ne peut se réaliser sans elle, l'évacuation de cet élément humain fondamental du libéralisme constitue l'une de ses grandes faiblesses.

VOIR PAGE A 8: HASSNER

LES ACTUALITÉS

Dion demande à ses militants de se tenir prêts pour des élections

Alors que le Parti libéral a maintenu au pouvoir cet automne le gouvernement conservateur en s'abstenant de voter à deux reprises à la Chambre des communes, Stéphane Dion a demandé à ses militants hier de se tenir prêts pour des élections qui pourraient survenir très tôt en 2008. L'époque de l'abstentionnisme tire à sa fin, laisse entendre depuis plusieurs jours le chef libéral. Le premier anniversaire du leadership de Stéphane Dion est cependant assombri par un sondage montrant que les Canadiens ne sont guère impressionnés par sa performance. Ce dernier reconnaît que le défi consiste à ce que son message atteigne la population. M. Dion a toutefois bon espoir de rééditer l'exploit d'autres chefs de l'opposition populaires qui ont réussi à décrocher le pouvoir.

■ À lire en page A 3



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

ACTUALITÉS

MUNITIONS

SUITE DE LA PAGE 1

plusieurs chars d'assaut Léopard 2 sur le terrain, ainsi que des mesures supplémentaires de protection des troupes sont en partie responsables de cette facture plus élevée.

Des munitions à la tonne

Mais une recherche effectuée par *Le Devoir* dans les contrats accordés par le ministère de la Défense montre qu'un autre facteur commence à peser lourd dans les coûts de la mission: l'achat de munitions et d'armes. En fait, l'acquisition de balles de fusils, de grenades et d'obus (regroupés par l'armée sous le terme «munitions») a littéralement explosé depuis six mois.

L'année dernière, en 2006-07, l'armée canadienne a accordé des contrats d'une valeur de 8,6 millions de dollars pour l'achat de munitions de tous les calibres. Or, uniquement pour les six premiers mois de l'année financière 2007-08, soit du 1er avril au 30 septembre dernier, l'armée a déjà dépensé 56,6 millions de dollars pour le même type d'achat, soit un bond de 650 %.

L'augmentation cette année est encore plus importante lorsqu'on la compare à 2005-06, alors que l'armée avait dépensé seulement 536 500 \$ en munitions de tous les genres. Il y a deux ans, les troupes canadiennes n'étaient toutefois pas en poste à Kandahar, mais plutôt à Kaboul, une région beaucoup plus

stable, ce qui peut expliquer les faibles dépenses à ce chapitre.

Malgré nos nombreux appels depuis une semaine, le ministère de la Défense a refusé de commenter les chiffres calculés par *Le Devoir*, même si ceux-ci sont tirés du site Internet du ministère, qui doit rendre publics les contrats accordés. Une porte-parole a simplement affirmé que «les munitions sont acquises en vue d'appuyer beaucoup plus que les opérations: elles servent aussi à l'entraînement annuel permanent des Forces canadiennes, à parer aux imprévus, à réapprovisionner les stocks utilisés lors des opérations et à répondre aux nouveaux besoins», a soutenu la lieutenant Isabelle Riché.

Selon Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, le lien entre la hausse rapide des dépenses de munitions et l'Afghanistan est évident. «Poser la question, c'est y répondre, dit-il. Que ce soit pour l'entraînement des soldats ou les opérations sur le terrain, c'est clairement lié à l'Afghanistan.»

Charles-Philippe David souligne que les combats dans le sud du pays sont intenses, ce qui se répercute sur l'utilisation des munitions et l'usure de l'équipement. «Ça témoigne d'une violence sur le terrain, et c'est normal, sinon pourquoi acheter autant de munitions à ce moment précis? Il faut que ce soit utile. Et quand on connaît la fréquence des opérations militaires dans ce pays, on se dit que c'est inévitable que ça coûte plus cher.»

L'utilisation des obus contribue aussi à expliquer que la facture grimpe rapidement, puisque chaque obus peut coûter plusieurs milliers de dollars. Ainsi, sur les 56,6 millions dépensés depuis six mois, on constate que le Canada a accordé des contrats à l'armée américaine d'une valeur de près de 6 millions de dollars, par exemple pour l'achat d'obus de plus de 125 millimètres.

En fait, depuis le début de l'année, le ministère de la Défense a fait affaires avec sept fournisseurs. Outre l'armée américaine, le grand gagnant de ce bond dans les dépenses de munitions est sans contredit l'entreprise General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Canada. Cette filiale d'une compagnie américaine est basée à Le Gardeur et emploie 1450 personnes. Sur les 56,6 millions de dollars accordés en contrats depuis six mois, General Dynamics a accaparé 48 millions de dollars, soit 85 % des contrats. L'entreprise, qui n'a pas rappelé *Le Devoir*, est spécialisée dans les balles de fusils et les grenades, ainsi que les petits obus.

En retirant les noms de General Dynamics (48 millions) et de l'armée américaine (6 millions), on constate qu'il ne reste que des miettes pour les cinq autres fournisseurs (RNicholls, Quantum Energetics, Simex Defence, Proparms et Agence Gravel). Pour l'année précédente (2006-07), on constate toutefois que c'est l'armée américaine qui avait obtenu la part du lion, avec 7,7 des 8,6 millions dépensés pour l'achat de mu-

nititions. General Dynamics n'avait rien obtenu.

Les armes aussi en hausse

Le Devoir a aussi découvert que les achats d'armes, d'accessoires et de canons sont aussi en progression. Pour les six mois compris entre le 1er avril et le 30 septembre dernier, les dépenses pour les fusils et canons de tous les calibres ont atteint 11,2 millions, soit davantage que pour toute l'année 2006-07 (10,1 millions). En 2005-06, les dépenses à ce chapitre avaient à peine atteint 103 000 \$.

De ces 11,2 millions, l'entreprise Colt Canada, fabricant unique des fusils d'assaut C7 et C8 utilisés par les soldats canadiens, a récolté 43 % des contrats (4,8 millions). Colt Canada, basée en Ontario, fait aussi l'entretien des fusils et vend des accessoires pour compléter les armes.

Si cette année les Forces canadiennes semblent se réapprovisionner en armes plus petites, ce n'était pas le cas l'année précédente (2006-07), puisque le gros des contrats avait alors pris la direction de l'armée américaine (63 % des 10,1 millions) pour l'achat de canons plus imposants. General Dynamics, de Le Gardeur, avait alors été le deuxième fournisseur en importance (1,2 million) pour des contrats intitulés «armes diverses» et «canons». Colt Canada avait récolté 931 000 \$ en 2006-07.

Le Devoir

QUÉBEC

Régis Labeau a promis donner à la capitale son éclat d'antan

SUITE DE LA PAGE 1

connaître ses positions sur les dossiers municipaux depuis l'élection de Mme Boucher en 2005. Son intérêt pour le poste de maire était d'ailleurs un secret de polichinelle dans la région.

Malgré tout, le grand public le connaissait beaucoup moins que Mme Bourget, cette dernière ayant eu droit à beaucoup de visibilité, depuis deux ans, à titre de chef de l'opposition.

Se présentant comme un homme de vision, M. Labeau a joué la carte du dynamisme et promis à la population de donner à la capitale son éclat d'antan. «J'ai un projet très emballant, je veux que cette ville-là vive, revive. Je veux qu'on en soit aussi fier qu'on l'était il y a 20 ans. Cette ville-là foisonnait culturellement. Économiquement, elle avait une activité incroyable et politiquement était respectée ce n'est plus le cas aujourd'hui.»

Vantant son pragmatisme d'hommes d'affaires, M. Labeau a multiplié les engagements dans toutes sortes de domaines, promettant d'abolir des postes inutiles dans l'administration municipale, tout en s'engageant à soutenir le logement intergénérationnel ou encore en promettant mers et mondes aux musiciens de la relève musicale.

Contrairement à Mme Bourget, qui a privilégié une campagne de terrain, et que d'aucuns ont accusée de se cacher, M. Labeau a été très présent dans les médias, lesquels le lui ont d'ailleurs très bien rendu (certains animateurs de radio se sont fait reprocher d'avoir pris position en sa faveur). Enfin, en plus de l'appui de M. Boucher, le nouveau maire a bénéficié dans son ascension de l'appui hautement symbolique de l'ancien maire de Québec, Gilles Lamontagne.

Il s'était également assuré de l'appui de sept conseillers, dont trois membres de l'actuel comité exécutif - François Picard, Richard Côté et Guy Perreault. Le parti de Mme Bourget, le Renouveau municipal de Québec (RMQ), détient toujours une majorité confortable avec 23 sièges sur 38.

Le parti qui devra se choisir un ou une nouvelle chef de l'opposition au conseil municipal s'apprêtera à subir un autre revers important hier soir au moment d'écrire ses lignes. En effet, les électeurs de l'ancien district de Mme Bourget, celui de Montcalm, menaçaient d'écarter son parti pour élire la candidate indépendante Anne Guérette de la coalition Héritage Québec.

Le Devoir

VENEZUELA

SUITE DE LA PAGE 1

de la construction d'un État socialiste. Le «paquet électoral» permettra par exemple au président de contrôler la banque centrale et les réserves de change, de réduire à six heures la journée de travail, de baisser l'âge légal pour voter à 16 ans au lieu de 18 ans et d'offrir une protection sociale aux travailleurs informels, comme les vendeurs ambulants.

Si ces tendances se confirment, il s'agira de la plus courte victoire pour Hugo Chávez, lui qui a été régulièrement et si facilement vainqueur des élections depuis son accession au pouvoir.

Un pari risqué

Même s'il n'avait jamais perdu un seul scrutin depuis son élection en 1999, le référendum s'avérait risqué. Tout le long de la campagne, les sondages prédisaient un résultat très serré entre le «oui» et le «non». Face à ses détracteurs, Hugo Chávez était même allé jusqu'à dire que le référendum était un plébiscite sur sa personne, ce qui renforçait la pression sur lui.

Tout juste avant le scrutin, il avait parié qu'il remporterait ce référendum avec une marge de 10 points de pourcentage. «Nous accepterons les résultats quels qu'ils soient», avait néanmoins déclaré Hugo Chávez à des journalistes, tenant dans ses bras son petit-fils, après avoir voté. «Les Vénézuéliens n'ont jamais autant voté que pendant ces neuf années de révolution pacifique et démocratique.»

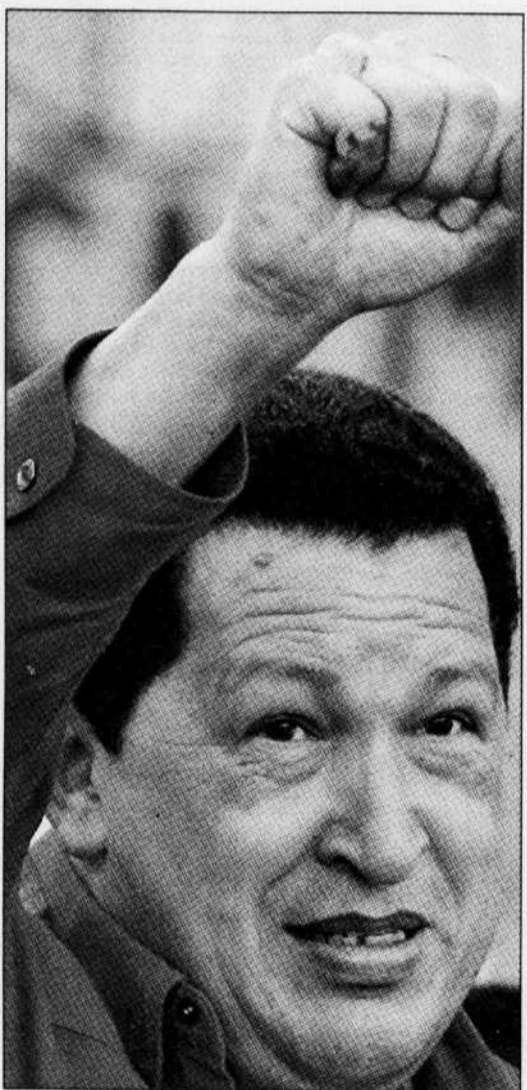
Samedi, la veille du référendum, l'ancien officier parachutiste, proche allié de Cuba et de l'Iran, avait menacé les États-Unis, dans le cas d'une contestation du scrutin ou d'accusations de fraude, de lui couper l'approvisionnement en pétrole.

Le président âgé de 53 ans a ainsi multiplié les attaques contre les États-Unis. «Celui qui votera "oui" votera pour Chávez et celui qui votera "non" votera pour George Bush, président des États-Unis», avait-il lancé à ses partisans vendredi lors d'un rassemblement géant à Caracas.

Lors d'un récent sommet, il avait également gelé les relations du pays avec l'Espagne depuis que le roi Juan Carlos lui a demandé de «la fermer» en pleine discussion et il a également menacé samedi d'expulser du pays la compagnie pétrolière espagnole Repsol si la droite revenait au pouvoir en Espagne.

Enfin, Chávez a encore fait parler de lui tout récemment lorsqu'il a rompu les liens diplomatiques avec la Colombie pour contester la décision du président colombien Alvaro Uribe de mettre fin à sa médiation dans l'affaire des otages des FARC.

Président à vie?



JORGE SILVA REUTERS

Pour l'opposition, les nouveaux pouvoirs de Hugo Chávez lui laisseront les mains libres pour imposer un régime dictatorial. Les partisans du chef d'État contrôlent le Congrès et, selon ses détracteurs, la Cour suprême et la commission électorale lui sont également acquies.

L'opposition, longtemps déunie, a finalement été revigorée par un mouvement étudiant anti-Chávez qui est apparu en mai dernier lors de la fermeture par les autorités de la chaîne de télévision privée RCTV, hostile au chef de l'État.

Jeudi dernier, l'opposition à la réforme constitu-

tionnelle avait organisé sa plus importante démonstration de force. Les défenseurs des droits de l'homme étaient aussi montés aux barricades, car l'une des nouvelles mesures voulues par le chef d'État pourrait, selon eux, permettre de censurer les médias.

D'autres détracteurs dénoncent vertement le projet de «socialisme du XXI^e siècle» du chef de file de la gauche anticapitaliste en Amérique latine, le jugeant liberticide.

Lors de son vote, Doris Gordone, une citoyenne vénézuélienne, a expliqué qu'elle rejetait la réforme, car elle voulait «la démocratie et pas un président à vie». «Le socialisme n'est pas un avenir pour mes enfants», avait-elle ajouté. Ce n'était pas l'avis de Ruben Gonzalez, gardien dans un collège. «J'admire Chávez pour tout ce qu'il a fait pour les pauvres», a confié cet homme de 43 ans.

Ancien électeur de M. Chávez, Carlos Fuente, employé bancaire de 33 ans, a pourtant choisi le «non», afin de ne «pas concentrer le pouvoir dans les mains d'un seul homme».

Le gouvernement mise sur le charisme personnel de l'actuel président, qui a bâti sa popularité dans les quartiers pauvres grâce aux programmes sociaux financés par la manne pétrolière, pour surmonter un mouvement de contestation sans précédent.

Référendum sans incidents

«Une fois de plus, le Venezuela a montré au monde entier qu'il était un pays démocratique», a déclaré Mme Tibisay Lucena, présidente du Conseil national électoral, en se félicitant de la forte participation et du bon déroulement du scrutin qui s'est terminé en fin d'après-midi hier.

Aucun incident notable n'aurait été signalé durant le vote, qui s'est tenu sous la surveillance de plus de 100 000 soldats et de milliers d'observateurs internationaux, sauf peut-être une légère polémique dans certains bureaux de vote, où l'indébité de l'encre apposée sur le doigt des électeurs pour les empêcher de voter plusieurs fois a été mise en doute. Ce soupçon a finalement été rejeté par les autorités électorales.

Aucune mission de l'Union européenne ou de l'Organisation des États américains n'a été envoyée pour superviser les opérations de vote effectuées par machines automatiques, le gouvernement ayant préféré d'autres observateurs internationaux, choisis par la majorité et l'opposition.

Le port d'armes, ainsi que les manifestations à caractère politique, ont été interdits à l'occasion du référendum dans ce pays, où le taux d'homicides par arme à feu est l'un des plus élevés au monde.

Le Devoir avec Agence France-Presse et Reuters

HASSNER On assiste depuis le 11 septembre 2001 à une véritable revanche des passions

SUITE DE LA PAGE 1

Le grand projet libéral qu'est l'Union européenne en est d'ailleurs un bon exemple; sa réalisation souffre de n'être motivée que par la raison et les intérêts, sans passion véritable.

Les passions n'ont pourtant pas cessé d'exister, insiste-t-il. Elles étaient en latence depuis longtemps dans nos sociétés bourgeoises, mais l'on assiste depuis le 11 septembre 2001 à une véritable revanche des passions.

À l'origine de ce débordement de violence entre terroristes islamistes et Américains, on retrouve d'abord, de part et d'autre, l'honneur blessé, affirme Hassner. Chez les Américains, les attentats ont suscité l'humiliation, la colère et le désir de vengeance; ils ont réveillé un ethos guerrier qui sommeillait dans un «fond culturel précapitaliste», celui de la conquête de l'Ouest et du «Made in Texas». Notre politologue et philosophe rappelle que les critiques et adversaires des États-Unis, de de Gaulle à Ben Laden en passant par Hitler et Hussein, ont souvent sous-estimé le profond sens de l'honneur du peuple américain et cru à tort que son embourgeoisement et son mercantilisme le rendraient inapte au combat.

La guerre en Irak s'expliquerait largement par cette réaction passionnée, croit Hassner. «Il y avait certes des conseillers qui poussaient depuis longtemps dans cet

direction, mais le président lui-même était à mille lieues d'envisager cette guerre avant le 11-Septembre! À partir de cette date, le leadership de George W. Bush s'est transformé pour devenir plus intransigent, plus affirmatif. Son élan passionné était manifeste dans son premier discours après les attentats lorsqu'il dit: "Nous avons trouvé notre mission." Cet élan a joué dans la décision d'aller en Irak. Les intérêts stratégiques et énergétiques des États-Unis étaient certes présents dans cette décision, mais cela ne nie pas le rôle déterminant des passions. Il y a toujours une interaction entre les intérêts, les idées et les passions.»

Ce «fond précapitaliste» est potentiellement dangereux s'il verse dans l'excès, précise-t-il. «La guerre en Irak en est probablement un exemple. Autrement, il est plutôt salutaire. Alors que les démocraties libérales font face à des groupes ou des pays rivaux mus par des passions hostiles, il est bon qu'il existe en réserve des passions tout aussi fortes pour s'en défendre lorsqu'elles se manifestent avec violence.»

De fait, estime Hassner, les terroristes islamistes ont eux aussi trouvé leur motivation dans l'honneur blessé et l'humiliation. Ils tirent ces passions du déclin continu de leur civilisation depuis plusieurs siècles et de la présence des puissances étrangères, surtout des États-Unis, sur leur terre sainte. Cependant, en comparaison avec celui des Américains, le sentiment d'humiliation des islamistes se double d'un fanatisme reli-

gieux. «Or il n'y a pas de passion haineuse plus tenace que celle qui est soutenue par une croyance, précise-t-il. Voilà le danger avec Ben Laden et consorts. Le danger est encore plus grand quand on considère les sympathisants de Ben Laden qui, sans être fanatiques, trouvent une satisfaction à voir la puissance dominante prendre des coups. C'est la revanche de l'humilié contre les riches et les puissants.»

Les Américains, tout comme leurs alliés israéliens, négligent d'ailleurs le rôle énorme que joue l'humiliation en politique internationale, soutient-il. «Ils croient pouvoir venir à bout de leurs adversaires avec la dissuasion violente et la promesse de prospérité, alors qu'ils sont prêts à mourir pour leur cause. Un peu comme lors de la guerre du Vietnam, ils négligent l'effet des passions et font preuve d'un utilitarisme qui atteindra difficilement son objectif.»

Le retour des grandes peurs

La peur, autre grande passion fondamentale, éfectue également un retour en force dans les sociétés bourgeoises, estime Hassner. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nos sociétés vivaient sous l'emprise des petites peurs liées à l'hygiène, à l'écologie et à l'alimentation, loin des grandes peurs «moyenâgeuses» de la peste, de la faim et de la guerre. Mais le 11 septembre 2001 a suscité selon lui le retour des grandes peurs: du terrorisme, des étran-

gers, des armes biologiques et nucléaires.

Le risque réside ici dans ce que Hassner appelle la «barbarisation du bourgeois». Les sociétés bourgeoises peuvent utiliser des méthodes «barbares» pour lutter contre leurs adversaires, ce qui est parfois nécessaire. Mais, mues par la peur et sa passion jumelle, la haine, elles peuvent en venir à se pervertir, à se «barbariser» elles-mêmes; sous le coup de la peur et au nom de la sécurité, des sociétés libérales finissent par adopter les traits de leurs adversaires et à nier leurs propres valeurs. C'est par exemple le traitement extraordinaire accordé par les Américains aux prisonniers de Guantánamo et d'Irak et la suspension de certaines libertés civiles par le Patriot Act. Ce sont aussi les représailles des Israéliens contre la population civile dans les territoires occupés.

Devant ces risques de débordement, il ne s'agit pas de nier ou de refouler les passions, car «il en va des passions comme de la nature: on ne leur commande qu'en leur obéissant ou du moins en les connaissant et en apprenant à les apprivoiser, à les sublimer ou à y puiser force et inspiration», écrit Hassner dans la revue *Commentaire*. [...] Il n'y a pas d'autre voie que l'alliance rare, fragile et souvent conflictuelle de la modération et de la passion.»

Collaboration spéciale

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390



RUSSIE

Le parti de Poutine balaye les législatives

Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCVIII N° 275

LE LUNDI 3 DÉCEMBRE 2007

88c + TAXES = 1\$

Afghanistan: flambée des achats de munitions

Le coût projeté de la mission canadienne continue de grimper

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les coûts projetés de la mission canadienne en Afghanistan continuent de grimper et se chiffrent maintenant à 4,5 milliards entre 2001 et 2009, une augmentation de 200 millions. La violence dans le sud de l'Afghanistan force d'ailleurs des achats importants de munitions et d'armes, ce qui

contribue à faire gonfler la facture de la guerre. Seulement pour les six premiers mois de l'année financière 2007-08, l'achat de munitions de tous les calibres a bondi de 650 % comparativement à toute l'année 2006-07, selon les calculs effectués par *Le Devoir*.

Cette augmentation spectaculaire des dépenses de munitions profite principalement à une entreprise basée à Le Gardeur, près de Montréal. General Dyna-

mics Ordnance and Tactical Systems Canada a ainsi obtenu 85 % de tous les contrats de munitions accordés par le ministère de la Défense depuis six mois, pour un total de 48 millions de dollars.

Les Forces canadiennes viennent d'ailleurs de réviser à la hausse les coûts supplémentaires de la mission en Afghanistan. Entre 2001 et 2009, l'armée évalue que la guerre dans ce pays aura engendré

une facture totale de 4,5 milliards de dollars, soit 200 millions de plus que la dernière évaluation réalisée l'hiver dernier.

Depuis 2001, le Canada a déjà dépensé 3,1 milliards de dollars pour son volet militaire en Afghanistan — ce qui exclut l'aide au développement — et prévoit

VOIR PAGE A 8: MUNITIONS

Élection à la mairie

Régis Labeaume triomphe à Québec

ISABELLE PORTER

Québec — La population de Québec a choisi Régis Labeaume pour compléter le mandat d'Andrée Boucher à la mairie de Québec. L'homme d'affaires de 51 ans l'a emporté sans difficulté hier sur la chef du Renouveau municipal de Québec, Ann Bourget.

«Je me suis donné pour mission de faire de Québec la ville la plus attrayante et performante au pays. Dès demain je me mets à la tâche», a déclaré le vainqueur lors d'un rassemblement dans un hôtel du centre-ville un peu après 21h30.

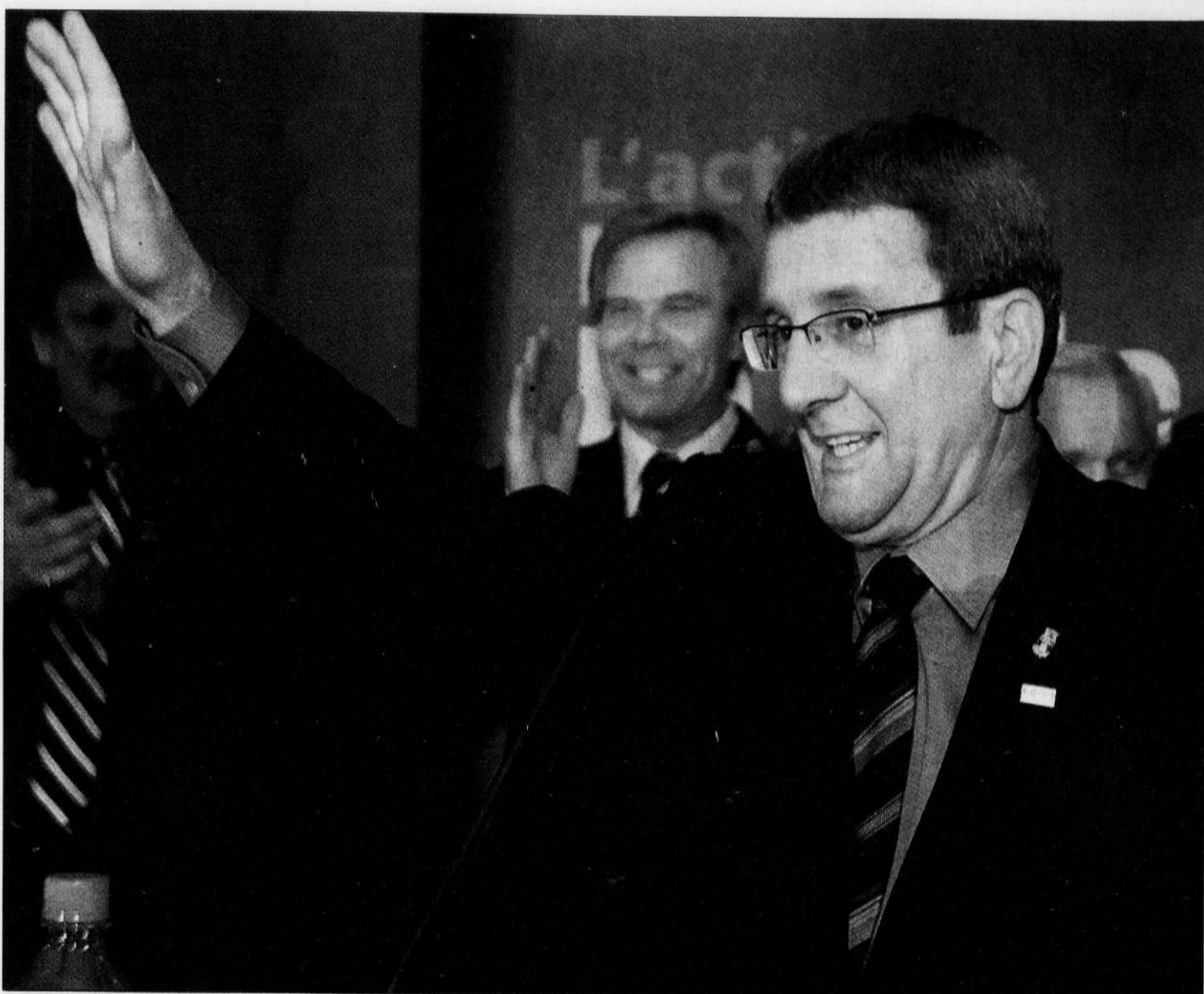
L'avance de M. Labeaume était incontestable dès les premiers résultats, un peu après 20h. Elle ne s'est d'ailleurs jamais démentie au cours de la soirée, le candidat récoltant près du double des appuis de Mme Bourget à 59 % contre 32,7 %.

Les treize autres candidats à l'élection ont dû se contenter de miettes. L'ancien ministre Marc Bellemare a obtenu moins de 4 % (contre 10 % en 2005). Quant à Claude Larose, qui s'était classé deuxième en 2005 avec 33 %, il a dû cette fois se contenter d'un modeste 1,5 %. Lors de la dernière élection, Andrée Boucher avait conquis la mairie avec 46 % des votes.

Son mari, Marc Boucher se trouvait d'ailleurs aux côtés de M. Labeaume hier. Disant avoir «beaucoup d'attachement» pour M. Boucher, M. Labeaume s'est engagé après sa victoire à «poursuivre ce que Mme Boucher avait entamé avant son décès».

Agé de 51 ans, père de trois enfants, Régis Labeaume a grandi à Duberger, en banlieue de Québec. Devenu millionnaire durant les années 1990 grâce à la vente de la compagnie minière Mazarin, il s'est engagé dans différents projets à Québec, à la Fondation de l'entrepreneuriat, chez Centraide, chez Innovatech ou encore à la tête du conseil d'administration du Festival d'été.

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC



Régis Labeaume s'adressant à ses partisans après sa victoire à la mairie de Québec. Il a obtenu près du double des voix de son adversaire Ann Bourget. CLÉMENT ALLARD

Réformes constitutionnelles

Référendum serré au Venezuela

L'incertitude règne quant à l'issue du scrutin

LISA-MARIE GERVAIS

Suspense total au Venezuela où les résultats du référendum organisé par le président Hugo Chávez demeureraient toujours incertains au moment de mettre sous presse peu avant minuit hier. Des ministres qui disaient se baser sur les plus récents sondages accordaient la victoire au chef d'État, tandis que l'opposition prétendait que le «non» était en avance de huit points. Seule la faible participation aux urnes semblait faire l'unanimité.

Si les résultats définitifs confirment une victoire du «oui» au plébiscite pour réformer la Constitution, les 69 amendements souhaités par Hugo Chávez confieront

VOIR PAGE A 8: VENEZUELA

INDEX

Annances.....	B 2	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 6	Météo.....	B 5
Convergence.....	B 7	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 4
Décès.....	B 2	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

L'ENTREVUE

La géopolitique des passions

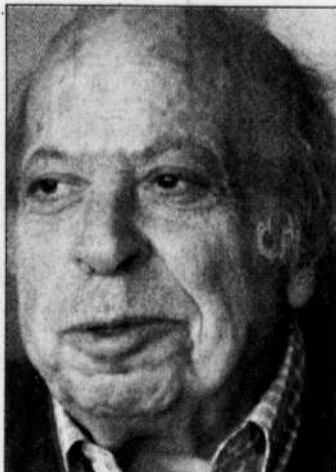
Le professeur Pierre Hassner invite à ouvrir la théorie des relations internationales à cette composante essentielle de l'âme humaine

JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY

«L'État est le plus froid de tous les monstres froids», écrivait Nietzsche. L'adage fut repris en substance par les représentants du réalisme en relations internationales, Kissinger, Aron et Morgenthau, pour qui les affaires du monde sont l'apanage de la raison et des intérêts d'État.

Selon Pierre Hassner, professeur de philosophie politique et de relations internationales à l'Institut d'études politiques de Paris et professeur invité à l'UQAM, cette approche pourtant répandue néglige le rôle névralgique qu'y jouent les passions les plus fondamentales: l'avidité — la recherche des biens matériels —, mais surtout l'honneur et la peur. Il invite donc à ouvrir la théorie des relations internationales, qu'il juge souvent stérile, à cette composante essentielle de l'âme humaine.

«Au siècle d'Hitler et de Ben Laden, libre aux théoriciens de continuer à discourir comme si les relations internationales étaient le domaine exclusif du diplomate et du



JEAN-FRÉDÉRIC LÉGARÉ-TREMBLAY
Pierre Hassner

stratège calculant avec une rationalité exemplaire leurs intérêts. Mais cette approche n'est d'aucun secours devant la nécessité de comprendre l'enthousiasme fanatique qui anime ces personnages.»

Cette nécessité de comprendre est celle du philosophe mais également celle d'un fils de famille juive roumaine ayant vécu sous les régimes totalitaires nazis et communistes. Une vie personnelle et intellectuelle, explique-t-il dans *La violence*

et la paix: de la bombe atomique au nettoyage ethnique, marquée par deux déceptions: celle d'après 1945 avec l'avancée du communisme vers l'Ouest et celle d'après 1989 avec le retour aux horreurs du nettoyage ethnique en Yougoslavie. Cette dernière déception s'est accompagnée d'un triple sentiment d'impuissance «à arrêter le crime, à secourir les victimes, mais aussi à secouer l'ignorance et l'indifférence d'un Occident satisfait».

L'honneur blessé

Cet «Occident satisfait» est celui qui est parvenu à oblitérer les passions de sa vie politique et de sa compréhension du monde. «Le projet des Modernes était de remplacer les passions par les intérêts, la guerre et la violence par le commerce et l'industrie. Et ce projet a partiellement fonctionné car nos sociétés développées et bourgeoises vivent essentiellement sous le signe de l'économie et des intérêts. Mais puisque l'action exige de la passion et que rien de grand ne peut se réaliser sans elle, l'évacuation de cet élément humain fondamental du libéralisme constitue l'une de ses grandes faiblesses.»

VOIR PAGE A 8: HASSNER

LES ACTUALITÉS

Dion demande à ses militants de se tenir prêts pour des élections

Alors que le Parti libéral a maintenu au pouvoir cet automne le gouvernement conservateur en s'abstenant de voter à deux reprises à la Chambre des communes, Stéphane Dion a demandé à ses militants hier de se tenir prêts pour des élections qui pourraient survenir très tôt en 2008. L'époque de l'abstentionnisme tire à sa fin, laisse entendre depuis plusieurs jours le chef libéral. Le premier anniversaire du leadership de Stéphane Dion est cependant assombri par un sondage montrant que les Canadiens ne sont guère impressionnés par sa performance. Ce dernier reconnaît que le défi consiste à ce que son message atteigne la population. M. Dion a toutefois bon espoir de rééditer l'exploit d'autres chefs de l'opposition populaires qui ont réussi à décrocher le pouvoir.

■ À lire en page A 3



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

ACTUALITÉS

MUNITIONS

SUITE DE LA PAGE 1

donc encore dépenser 1,4 milliard d'ici février 2009, date prévue du retrait des troupes canadiennes. L'avenir de la mission en Afghanistan est toutefois en révision par un comité indépendant présidé par John Manley. Le Canada pourrait donc poursuivre son mandat actuel plus longtemps que prévu.

Pourquoi cette nouvelle hausse de 200 millions? Au ministère de la Défense, on a refusé de donner des détails, précisant seulement que les coûts estimés de la guerre sont évalués «sur une base régulière». Au bureau du ministre Peter MacKay, on explique que l'arrivée de plusieurs chars d'assaut Leopard 2 sur le terrain, ainsi que des mesures supplémentaires de protection des troupes sont en partie responsables de cette facture plus élevée.

Des munitions à la tonne

Mais une recherche effectuée par *Le Devoir* dans les contrats accordés par le ministère de la Défense montre qu'un autre facteur commence à peser lourd dans les coûts de la mission: l'achat de munitions et d'armes. En fait, l'acquisition de balles de fusils, de grenades et d'obus (regroupés par l'armée sous le terme «munitions») a littéralement explosé depuis six mois.

L'année dernière, en 2006-07, l'armée canadienne a accordé des contrats d'une valeur de 8,6 millions de dollars pour l'achat de munitions de tous les calibres. Or, uniquement pour les six premiers mois

de l'année financière 2007-08, soit du 1er avril au 30 septembre dernier, l'armée a déjà dépensé 56,6 millions de dollars pour le même type d'achat, soit un bond de 650 %.

L'augmentation cette année est encore plus importante lorsqu'on la compare à 2005-06, alors que l'armée avait dépensé seulement 536 500 \$ en munitions de tous les genres. Il y a deux ans, les troupes canadiennes n'étaient toutefois pas en poste à Kandahar, mais plutôt à Kaboul, une région beaucoup plus stable, ce qui peut expliquer les faibles dépenses à ce chapitre.

Malgré nos nombreux appels depuis une semaine, le ministère de la Défense a refusé de commenter les chiffres calculés par *Le Devoir*, même si ceux-ci sont tirés du site Internet du ministère, qui doit rendre publics les contrats accordés. Une porte-parole a simplement affirmé que «les munitions sont acquises en vue d'appuyer beaucoup plus que les opérations: elles servent aussi à l'entraînement annuel permanent des Forces canadiennes, à parer aux imprévus, à réapprovisionner les stocks utilisés lors des opérations et à répondre aux nouveaux besoins», a soutenu la lieutenant Isabelle Riché.

Selon Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM, le lien entre la hausse rapide des dépenses de munitions et l'Afghanistan est évident. «Poser la question, c'est y répondre, dit-il. Que ce soit pour l'entraînement des soldats ou les opérations sur le terrain, c'est clairement lié à l'Afghanistan.»

Charles-Philippe David souligne que les combats dans le sud du pays sont intenses, ce qui se répercute

sur l'utilisation des munitions et l'usure de l'équipement. «Ça témoigne d'une violence sur le terrain, et c'est normal, sinon pourquoi acheter autant de munitions à ce moment précis? Il faut que ce soit utile. Et quand on connaît la fréquence des opérations militaires dans ce pays, on se dit que c'est inévitable que ça coûte plus cher.»

L'utilisation des obus contribue aussi à expliquer que la facture grimpe rapidement, puisque chaque obus peut coûter plusieurs milliers de dollars. Ainsi, sur les 56,6 millions dépensés depuis six mois, on constate que le Canada a accordé des contrats à l'armée américaine d'une valeur de près de 6 millions de dollars, par exemple pour l'achat d'obus de plus de 125 millimètres.

En fait, depuis le début de l'année, le ministère de la Défense a fait affaires avec sept fournisseurs. Outre l'armée américaine, le grand gagnant de ce bond dans les dépenses de munitions est sans contredit l'entreprise General Dynamics Ordnance and Tactical Systems Canada. Cette filiale d'une compagnie américaine est basée à Le Gardeur et emploie 1450 personnes. Sur les 56,6 millions de dollars accordés en contrats depuis six mois, General Dynamics a accaparé 48 millions de dollars, soit 85 % des contrats. L'entreprise, qui n'a pas rappelé *Le Devoir*, est spécialisée dans les balles de fusils et les grenades, ainsi que les petits obus.

En retirant les noms de General Dynamics (48 millions) et de l'armée américaine (6 millions), on constate qu'il ne reste que des miettes pour les cinq autres fournisseurs (RNicholls, Quantum Energetics, Simex Defence, Proparms et Agence Gravel). Pour l'année

précédente (2006-07), on constate toutefois que c'est l'armée américaine qui avait obtenu la part du lion, avec 7,7 des 8,6 millions dépensés pour l'achat de munitions. General Dynamics n'avait rien obtenu.

Les armes aussi en hausse

Le Devoir a aussi découvert que les achats d'armes, d'accessoires et de canons sont aussi en progression. Pour les six mois compris entre le 1er avril et le 30 septembre dernier, les dépenses pour les fusils et canons de tous les calibres ont atteint 11,2 millions, soit davantage que pour toute l'année 2006-07 (10,1 millions). En 2005-06, les dépenses à ce chapitre avaient à peine atteint 103 000 \$.

De ces 11,2 millions, l'entreprise Colt Canada, fabricant unique des fusils d'assaut C7 et C8 utilisés par les soldats canadiens, a récolté 43 % des contrats (4,8 millions). Colt Canada, basée en Ontario, fait aussi l'entretien des fusils et vend des accessoires pour compléter les armes.

Si cette année les Forces canadiennes semblent se réapprovisionner en armes plus petites, ce n'était pas le cas l'année précédente (2006-07), puisque le gros des contrats avait alors pris la direction de l'armée américaine (63 % des 10,1 millions) pour l'achat de canons plus imposants. General Dynamics, de Le Gardeur, avait alors été le deuxième fournisseur en importance (1,2 million) pour des contrats intitulés «armes diverses» et «canons». Colt Canada avait récolté 931 000 \$ en 2006-07.

Le Devoir

Avec la collaboration de Monique Bhérier

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE 1

Conseiller politique du ministre péquiste Jean-François Bertrand entre 1980 et 1985, il avait renoué avec la politique en briguant la chefferie du Renouveau municipal de Québec (RMQ) en 2005. Gagnant au premier tour, il avait été défait au second quand Ann Bourget s'était ralliée à... Claude Larose.

M. Labeaume se savait en avance mais rien ne laissait présager un tel triomphe. Le dernier sondage, vendredi, lui donnait huit points d'avance devant Mme Bourget à 38 % contre 30 %. Restait toutefois à «faire sortir le vote».

Le triomphe de M. Labeaume est d'autant plus étonnant que Mme Bourget jouissait d'une majorité confortable jusqu'à tout récemment. Or, les derniers sondages attribuaient au candidat une avance solide dans les banlieues, qui comptent pour plus de la moitié de l'électorat. Régis Labeaume aura donc conquis ceux qui avaient voté pour Mme Bourget en 2005.

De grandes ambitions et un court mandat

Comme l'ancien ministre Marc Bellemare, M. Labeaume n'a pas manqué une occasion de faire connaître ses positions sur les dossiers municipaux depuis l'élection de Mme Bourget en 2005. Son intérêt pour le poste de maire était d'ailleurs un secret de Polichinelle dans la région.

Malgré tout, le grand public le connaissait beaucoup moins que Mme Bourget, cette dernière ayant eu droit à beaucoup de visibilité, depuis deux ans, à titre de chef de l'opposition.

Se présentant comme un homme de vision, M. Labeaume a joué la carte du dynamisme et promis à la population de donner à la capitale son éclat d'antan. «J'ai un projet très emballant, je veux que cette ville-là vive, revive. Je veux qu'on en soit aussi fier

qu'on l'était il y a 20 ans. Cette ville-là foisonnait culturellement. Économiquement, elle avait une activité incroyable et politiquement, elle était respectée. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.»

Vantant son pragmatisme d'hommes d'affaires, M. Labeaume a multiplié les engagements dans toutes sortes de domaines, promettant d'abolir des postes inutiles dans l'administration municipale, tout en s'engageant à soutenir le logement intergénérationnel ou encore en promettant mers et mondes aux musiciens de la relève musicale.

Contrairement à Mme Bourget, qui a privilégié une campagne de terrain, et que d'aucuns ont accusée de se cacher, M. Labeaume a été très présent dans les médias lesquels le lui ont d'ailleurs très bien rendu (certains animateurs de radio se sont fait reprocher d'avoir pris position en sa faveur). Enfin, en plus de l'appui de M. Boucher, le nouveau maire a bénéficié dans son ascension de l'appui hautement symbolique de l'ancien maire de Québec, Gilles Lamontagne.

Il s'était également assuré de l'appui de sept conseillers au conseil municipal dont trois membres de l'actuel comité exécutif — François Picard, Richard Côté et Guy Perreault. Le parti de Mme Bourget, le Renouveau municipal de Québec (RMQ), défient toujours une majorité confortable avec 23 sièges sur 38.

Le parti qui devra se choisir un ou une nouvelle chef de l'opposition au conseil municipal a par ailleurs subi un autre revers important hier soir. En effet, les électeurs de l'ancien district de Mme Bourget, celui de Montcalm, ont écarté son parti pour élire comme conseillère la candidate indépendante Anne Guérette, de la coalition Héritage Québec. Le taux de participation à l'élection d'hier s'est élevé à 46 %.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

plus de pouvoir à l'exécutif et permettront au président élu de brigner un nombre illimité de mandats présidentiels et de jeter les bases de la construction d'un État socialiste. Le «paquet électoral» permettra par exemple au président de contrôler la banque centrale et les réserves de change, de réduire à six heures la journée de travail, de baisser l'âge légal pour voter à 16 ans au lieu de 18 ans et d'offrir une protection sociale aux travailleurs informels, comme les vendeurs ambulants.

Dans un appel calme, le vice-président vénézuélien, Jorge Rodríguez, a reconnu que la victoire était très serrée et a dit qu'il allait attendre les résultats du Conseil national électoral (CNE) avant de faire quoi que ce soit.

«Nous respecterons la décision de l'arbitre (CNE) quelle qu'elle soit, qu'on gagne ou qu'on perde, ne serait-ce que par un vote», a-t-il indiqué. Sous le couvert de l'anonymat, trois ministres avaient plus tôt confié que les premiers résultats préliminaires, alors qu'il restait 20 % des bureaux de scrutin à dénouer, donnaient la victoire à Hugo Chávez par six points de pourcentage.

Si ces tendances se confirment par photo finish, il s'agira de la plus courte victoire — et la plus difficile — pour Hugo Chávez, lui qui a été régulièrement et si facilement vainqueur des élections depuis son accession au pouvoir. Les résultats préliminaires de ce «quitte ou double» contrastent vivement avec ceux de l'élection présidentielle de décembre 2006, où le chef d'État avait triomphé aux urnes avec 60 % des voix et un faible taux d'abstention.

Un pari risqué

Même s'il n'avait jamais perdu un seul scrutin depuis son élection en 1999, le référendum s'avérait un pari risqué pour le président vénézuélien. Tout le long de la campagne, les sondages prédisaient un résultat très serré entre le «oui» et

VENEZUELA



JORGE SILVA REUTERS

Hugo Chávez saluant ses supporters après avoir voté hier.

le «non». Face à ses détracteurs, Hugo Chávez était même allé jusqu'à dire que le référendum était un plébiscite sur sa personne, ce qui renforçait la pression sur lui.

Tout juste avant le scrutin, il avait même parié qu'il remporterait ce référendum avec une marge de 10 points de pourcentage. «Nous accepterons les résultats quels qu'ils soient», avait néanmoins déclaré Hugo Chávez à des journalistes, tenant dans ses bras son petit-fils, après avoir voté. «Les Vénézuéliens n'ont jamais autant voté que pendant ces neuf années de révolution pacifique et démocratique», a-t-il laissé entendre.

Samedi, la veille du référendum, l'ancien officier parachutiste, proche allié de Cuba et de l'Iran, avait menacé les États-Unis, dans le cas d'une contestation du scrutin ou d'accusations de fraude, de lui couper l'approvisionnement en pétrole.

Le président âgé de 53 ans a d'ailleurs multiplié les attaques contre les États-Unis. «Celui qui votera "oui" votera pour Chávez et celui qui votera "non" votera pour

George Bush, président des États-Unis», avait-il lancé à ses partisans vendredi lors d'un rassemblement géant à Caracas.

Lors d'un récent sommet, il avait également gelé les relations du pays avec l'Espagne depuis que le roi Juan Carlos lui a demandé de «la fermer» en pleine discussion et il a également menacé samedi d'expulser du pays la compagnie pétrolière espagnole Repsol si la droite revenait au pouvoir en Espagne.

Enfin, Chávez a encore fait parler de lui tout récemment lorsqu'il a rompu les liens diplomatiques avec la Colombie pour contester la décision du président colombien Alvaro Uribe de mettre fin à sa médiation dans l'affaire des otages des FARC.

Président à vie?

Pour l'opposition, les nouveaux pouvoirs de Hugo Chávez lui laisseront les mains libres pour imposer un régime dictatorial. Les partisans du chef d'État contrôlent le Congrès et, selon ses détracteurs, la Cour suprême et la commission électorale lui sont également acquies.

L'opposition, longtemps désunie, a finalement été revigorée par un mouvement étudiant anti-Chávez qui est apparu en mai dernier lors de la fermeture par les autorités de la chaîne de télévision privée RCTV, hostile au chef de l'État.

Jeudi dernier, l'opposition à la réforme constitutionnelle avait d'ailleurs organisé sa plus importante démonstration de force. Les défenseurs des droits de l'homme étaient aussi montés aux barricades, car l'une des nouvelles mesures voulues par le chef d'État pourrait, selon eux, permettre de censurer les médias.

D'autres détracteurs dénoncent vertement le projet de «socialisme du XXI^e siècle» du chef de file de la gauche anticapitaliste en Amérique latine, le jeteur libériste.

Lors de son vote, Doris Gordonne, une citoyenne vénézuélienne, a expliqué qu'elle rejetait la réforme, car elle voulait «la démocratie et pas un président à vie». «Le social-

me n'est pas un avenir pour mes enfants», avait-elle ajouté. Ce n'était pas l'avis de Ruben Gonzalez, gardien dans un collège. «J'admire Chávez pour tout ce qu'il a fait pour les pauvres», a confié cet homme de 43 ans.

Le gouvernement mise sur le charme personnel de l'actuel président, qui a bâti sa popularité dans les quartiers pauvres grâce aux programmes sociaux financés par la manne pétrolière, pour surmonter un mouvement de contestation sans précédent.

Référendum sans incidents

«Une fois de plus, le Venezuela a montré au monde entier qu'il était un pays démocratique», a déclaré Mme Tibisay Lucena, présidente du Conseil national électoral, en se félicitant de la forte participation et du bon déroulement du scrutin qui s'est terminé en fin d'après-midi hier.

Aucun incident notable n'aurait été signalé durant le vote, qu'il s'agit tenu sous la surveillance de plus de 100 000 soldats et de milliers d'observateurs internationaux, sauf peut-être une légère polémique dans certains bureaux de vote, où l'indébité de l'encre apposée sur le doigt des électeurs pour les empêcher de voter plusieurs fois a été mise en doute. Ce soupçon a finalement été rejeté par les autorités électorales.

Aucune mission de l'Union européenne ou de l'Organisation des États américains n'a été envoyée pour superviser les opérations de vote effectuées par machines automatisées, le gouvernement ayant préféré d'autres observateurs internationaux, choisis par la majorité et l'opposition.

Le port d'armes, ainsi que les manifestations à caractère politique, ont été interdits à l'occasion du référendum dans ce pays, où le taux d'homicides par arme à feu est l'un des plus élevés au monde.

Le Devoir avec Agence France-Presse, Reuters et El País

HASSNER On assiste depuis le 11 septembre 2001 à une véritable revanche des passions

SUITE DE LA PAGE 1

Le grand projet libéral qu'est l'Union européenne en est d'ailleurs un bon exemple; sa réalisation souffre de n'être motivée que par la raison et les intérêts, sans passion véritable.

Les passions n'ont pourtant pas cessé d'exister, insiste-t-il. Elles étaient en latence depuis longtemps dans nos sociétés bourgeoises, mais l'on assiste depuis le 11 septembre 2001 à une véritable revanche des passions.

À l'origine de ce débordement de violence entre terroristes islamistes et Américains, on retrouve d'abord, de part et d'autre, l'honneur blessé, affirme Hassner. Chez les Américains, les attentats ont suscité l'humiliation, la colère et le désir de vengeance; ils ont réveillé un ethos guerrier qui sommeillait dans un «fond culturel précapitaliste», celui de la conquête de l'Ouest et du «Made in Texas». Notre politologue et philosophe rappelle que les critiques et adversaires des États-Unis, de de Gaulle à Ben Laden en passant par Hitler et Hussein, ont souvent sous-estimé le profond sens de l'honneur du peuple américain et cru à tort que son embourgeoisement et son mercantilisme le rendraient inapte au combat.

La guerre en Irak s'expliquerait largement par cette réaction passionnée, croit Hassner. «Il y avait certes des conseillers qui poussaient depuis longtemps dans cet

te direction, mais le président lui-même était à mille lieues d'envisager cette guerre avant le 11-Septembre! À partir de cette date, le leadership de George W. Bush s'est transformé pour devenir plus intransigeant, plus affirmatif. Son élan passionné était manifeste dans son premier discours après les attentats lorsqu'il dit: «Nous avons trouvé notre mission.» Cet élan a joué dans la décision d'aller en Irak. Les intérêts stratégiques et énergétiques des États-Unis étaient certes présents dans cette décision, mais cela ne nie pas le rôle déterminant des passions. Il y a toujours une interaction entre les intérêts, les idées et les passions.»

Ce «fond précapitaliste» est potentiellement dangereux s'il verse dans l'excès, précise-t-il. «La guerre en Irak en est probablement un exemple. Autrement, il est plutôt salutaire. Alors que les démocraties libérales font face à des groupes ou des pays rivaux mus par des passions hostiles, il est bon qu'il existe en réserve des passions tout aussi fortes pour s'en défendre lorsqu'elles se manifestent avec violence.»

De fait, estime Hassner, les terroristes islamistes ont eux aussi trouvé leur motivation dans l'honneur blessé et l'humiliation. Ils tirent ces passions du déclin continu de leur civilisation depuis plusieurs siècles et de la présence des puissances étrangères, surtout des États-Unis, sur leur terre sainte. Cependant, en comparaison avec celui des Américains, le sentiment d'humiliation des islamistes se double d'un fanatisme reli-

gieux. «Or il n'y a pas de passion haineuse plus tenace que celle qui est soutenue par une croyance, précise-t-il. Voilà le danger avec Ben Laden et consorts. Le danger est encore plus grand quand on considère les sympathisants de Ben Laden qui, sans être fanatiques, trouvent une satisfaction à voir la puissance dominante prendre des coups. C'est la revanche de l'humilié contre les riches et les puissants.»

Les Américains, tout comme leurs alliés israéliens, négligent d'ailleurs le rôle énorme que joue l'humiliation en politique internationale, soutient-il. «Ils croient pouvoir venir à bout de leurs adversaires avec la dissuasion violente et la promesse de prospérité, alors qu'ils sont prêts à mourir pour leur cause. Un peu comme lors de la guerre du Vietnam, ils négligent l'effet des passions et font preuve d'un utilitarisme qui atteindra difficilement son objectif.»

Le retour des grandes peurs

La peur, autre grande passion fondamentale, effective également un retour en force dans les sociétés bourgeoises, estime Hassner. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nos sociétés vivaient sous l'emprise des petites peurs liées à l'hygiène, à l'écologie et à l'alimentation, loin des grandes peurs «moyennages» de la peste, de la faim et de la guerre. Mais le 11 septembre 2001 a suscité selon lui le retour des grandes peurs: du terrorisme, des étran-

gers, des armes biologiques et nucléaires.

Le risque réside ici dans ce que Hassner appelle la «barbarisation du bourgeois». Les sociétés bourgeoises peuvent utiliser des méthodes «barbares» pour lutter contre leurs adversaires, ce qui est parfois nécessaire. Mais, mues par la peur et sa passion jumelle, la haine, elles peuvent en venir à se pervertir, à se «barbariser» elles-mêmes; sous le coup de la peur et au nom de la sécurité, des sociétés libérales finissent par adopter les traits de leurs adversaires et à nier leurs propres valeurs. C'est par exemple le traitement extraordinaire accordé par les Américains aux prisonniers de Guantanamo et d'Irak et la suspension de certaines libertés civiles par le Patriot Act. Ce sont aussi les représailles des Israéliens contre la population civile dans les territoires occupés.

Devant ces risques de débordement, il ne s'agit pas de nier ou de refouler les passions, car «il en va des passions comme de la nature: on ne leur commande qu'en leur obéissant ou du moins en les connaissant et en apprenant à les apprivoiser, à les sublimer ou à y puiser force et inspiration», écrit Hassner dans la revue *Commentaire*. [...] Il n'y a pas d'autre voie que l'alliance rare, fragile et souvent conflictuelle de la modération et de la passion.»

Collaboration spéciale

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☐ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333

Par télécopieur 514-985-3360

Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399

Par télécopieur 514-985-3390

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344

Par télécopieur 514-985-3340

Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322

Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355

du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30

Par télécopieur 514-985-5967

Par courrier abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346

Par télécopieur 514-985-3390

THÉÂTRE

Les feux de la jeunesse

L'ÉNEÏDE

D'après Virgile. Texte et mise en scène: Olivier Kemeid. À l'Espace libre jusqu'au 19 décembre.

HERVÉ GUAY

Il faut du culot pour tenter de s'approprier *L'Énéide*. Or la jeunesse d'Olivier Kemeid se prête à ce genre d'élan. Ecrite sur le modèle de *L'Illiade* et de *L'Odyssée*, l'épopée de Virgile offre en quelque sorte une synthèse de la culture gréco-latine. Mais le poète romain raconte aussi — et c'est cela qui a intéressé le nouveau directeur artistique d'Espace libre — l'histoire d'une émigration. La prise de Troie forcée en effet Enée, son père sur les épaules et son fils dans les bras, à partir en quête d'une terre d'accueil à laquelle il parviendra après bien des péripéties.

S'il a situé le récit à notre époque, Kemeid a opté, sur le plan théâtral, pour un baroque modéré, avec alternance des scènes comiques et dramatiques. A quoi s'ajoutent, par moments, des touches narratives, rappelant l'épopée d'origine. Le tout est porté par une langue relativement classique, dont le péché mignon est de se faire le porte-voix d'une compassion excessive. De même, si l'aventure tient le coup sur la durée et comporte des épisodes d'une grande beauté, celui de l'enfer en particulier, elle devient parfois manichéenne, présentant Enée et les siens en tant que victimes pures de l'indifférence et de la dureté sans nom du monde actuel. A cet égard, je souhaite une chose: que cette *Énéide* récolte assez de succès pour que le spectacle revienne poli, allégé et débarrassé des scories qui l'empêchent actuellement de passer à la vitesse supérieure.

Pendant, même en l'état, *L'Énéide* constitue une réussite indéniable. L'équipée rappelle par le

ton et les moyens les premiers spectacles de Wajdi Mouawad. Aussi nécessite-t-elle des changements de même ampleur. De la création à la tournée, *Littoral*, par exemple, avait été profondément remaniée. En clair, Olivier Kemeid doit faire plus confiance à ce qu'il raconte, resserrer le deuxième tiers du spectacle, couper les discours et les scènes inutiles et, surtout, laisser le spectateur tirer ses propres conclusions. Car son *Énéide* a du souffle, débute sur les chapeaux de roues et se termine rondement. Mieux, sa réalisation ne s'empêtre pas dans la décoration et les effets spéciaux: parole directe, d'un lyrisme discret, à son meilleure, quand Enée et ses proches sont rattrapés par les événements.

De hauts panneaux recouverts d'une bâche et des tréteaux nus permettent aux comédiens de *L'Énéide* de passer d'un lieu à l'autre. Une flamme les anime quand ils jouent qui fait plaisir à voir. Comme il se doit dans un cadre minimaliste, les meilleurs sont ceux qui ont à se transformer beaucoup. Ainsi, quel que soit le rôle qu'on lui confie, Marie-Josée Bastien se montre solide et inspirée. Nul n'oubliera toutefois sa maquerelle à demi sorcière. Dans un autre style, Simon Boudreault sait à la fois camper un Anchise digne et silhouetter brillamment divers petits rôles. Johanne Habertin fait preuve d'une belle intensité en amante abandonnée. De son côté, Olivier Aubin tire parti de rôles épisodiques. Quant à Enée (Emmanuel Schwartz), Achate (Geoffrey Gaquère) et Créuse (Eugénie Gaillard), ils parviennent à rendre allumés des héros plus convenus. En conclusion, avec ce récit d'une émigration, l'énergie de la jeunesse embrasse les planches de l'Espace libre. Les nuances viendront plus tard. En attendant, ils ne demandent qu'à brûler.

Collaborateur du Devoir

Un baiser pour Quentin

KISS BILL

Texte: Paula de Vasconcelos, Sylvie Moreau, Alexandre Goyette et Evelyne de la Chenelière. Mise en scène et chorégraphies: Paula de Vasconcelos. Une production de Pigeons International présentée à l'Usine C jusqu'au 15 décembre.

ALEXANDRE CADIEUX

Acceptons-nous désormais plus facilement la violence que la poésie dans les œuvres artistiques? Le monde peut-il être sauvé par un baiser? Est-ce à nous, les cyniques qui considèrent ces questions comme un peu naïves, que s'adresse *Kiss Bill*, la nouvelle création qui marque les 20 ans d'existence de la compagnie Pigeons International? Voilà d'intéressants points de réflexion suscités par cette pièce qu'accueille l'Usine C. Le dialogue proposé entre les univers de la metteuse en scène Paula de Vasconcelos et du réalisateur Quentin Tarantino passe la rampe grâce à la présence extraordinaire de Natalie Zoey Gauld et à la solide dose d'humour qu'insufflent à l'ensemble interprètes et concepteurs.

Du film *Kill Bill*, de Vasconcelos retient l'essentiel de la fable: une mystérieuse jeune femme affronte

combats réglés avec brio par l'enfant terrible du cinéma américain dans ses œuvres, et les scènes ré-

Kiss Bill passe la rampe grâce à la présence extraordinaire de Natalie Zoey Gauld et à la solide dose d'humour qu'insufflent interprètes et concepteurs

unissant le Tarantino fantasmé et sa collaboratrice. Goyette et Moreau s'amuse beaucoup avec les dialogues qu'ils ont eux-mêmes écrits en séances d'improvisation. Sans tomber dans la caricature, ils dessinent à eux deux une satire assez fine du milieu hollywoodien, avec ses requêtes et ses impératifs de rentabilité. Le texte est également émaillé de quelques bons flashes d'autodérision, par exemple lorsque l'on mentionne ces artistes qui se bâtissent des carrières en reprenant à leur compte les idées des autres.

Les parties dansées de *Kiss Bill* n'atteignent pas la perfection technique des sanglantes chorégraphies de Tarantino: quelques changements s'imposent encore à ce chapitre. Il faut par contre souligner la réjouissante découverte que constitue Natalie

Zoey Gould. Son expressivité et sa sensibilité n'ont d'égal que sa furieuse énergie, une qualité qui la rapproche de Thurman. Il n'est pas surprenant que les hommes de main, joués par les danseurs Claudi Godin, Edward Toledo, Darren Bonin et Kleber Candido, tombent sous son charme. Souvent émouvants, les affrontements prennent également parfois une tournure volontairement comique lorsque nos quatre fiers-à-bras s'amuse avec les clichés machistes ou se transforment en ninjas moustachus. Vers la fin, alors que la scénographie et les corps s'habillent de vert, couleur de l'espoir, et que danseurs et comédiens se rejoignent pour le ballet final, on se surprend à laisser de côté ce qui nous restait de cynisme afin de recevoir nous aussi le baiser libérateur.

On doute beaucoup de la possibilité que Quentin Tarantino prenne la peine de répondre à Paula de Vasconcelos dans son prochain film. Qu'à cela ne tienne: *Kiss Bill* explore avec bonheur les possibilités d'échanges entre des démarches artistiques si différentes en un mélange équilibré de poésie, d'énergie et de rire.

Collaborateur du Devoir

Les Prix de musique folk canadienne

Les Charbonniers de l'Enfer nommé meilleur groupe de l'année

Quatre artistes québécois ont été honorés

YVES BERNARD

Les Charbonniers de l'Enfer, Hugo Fleury, la Part du Québécois et Brigitte Saint-Aubin se sont signalés samedi lors de la troisième édition des Prix de musique folk canadienne, tenue samedi au Musée canadien des Civilisations à Gatineau. Les Charbonniers, célèbre quintette vocal, ont récolté les honneurs du meilleur groupe de l'année, alors que la Part du Québécois, qui se signale avec ses chansons à répondre ou à mentir et ses musiques à danser, a remporté la palme du meilleur album traditionnel pour son disque *Paye la traite*. De son côté, Hugo Fleury, l'auteur compositeur engagé au swing pluriel, a permis au défunt groupe Polemil Bazar d'aller chercher le prix du meilleur auteur compositeur francophone grâce aux pièces de l'album *Avale ta montre*, pendant que Brigitte Saint-Aubin, créatrice empreinte de vérité, l'emportait dans la catégorie Meilleur artiste de la relève.

Mais les artistes les plus primés furent Anne Lindsay et les Creaking Tree String Quartet, tous deux lauréats d'un doublé. Anne Lindsay, qui collabore régulièrement avec la formation Blue Rodeo, fut élue meilleure instrumentiste-solo pour son album *News from Up the Street* et coréalisatrice de l'année avec Oliver Schroer pour la même création. Quant à eux, les Creaking Tree String Quartet, une formation torontoise qui marie jazz, musiques du monde et bluegrass, furent proclamés Meilleur instrumentistes - Groupe en plus de recevoir le Prix de l'innovation musicale.



Les Charbonniers de l'Enfer, célèbre quintette vocal québécois. La Part du Québécois, Hugo Fleury (de Polemil Bazar) et Brigitte Saint-Aubin ont aussi été récompensés.

Parmi les autres artistes primés, mentionnons les Duhks, une formation de Winnipeg fusionnant entre autres roots, soul et gospel, qui reçoivent le prix du meilleur album contemporain pour *Migrations*; Sandy Scofield, celui du meilleur auteur compositeur autochtone pour *Nikawiy Ashiy*; Tan-

glefoot de Toronto, celui du meilleur groupe vocal et David Fancy, celui du meilleur chanteur contemporain. Sur le plan des musiques du monde, Mighty Popo est élu le meilleur groupe et Rita Chiarrelli, meilleure artiste en solo.

Les Prix de musique folk canadienne, dont la présentation fut

animée par Shelagh Rogers et Benoît Bourque, célèbrent le talent des artistes des musiques folk autochtones et met en évidence des genres musicaux autochtones, traditionnels québécois, acadiens, celtiques et roots.

Collaborateur du Devoir

Jeux vidéo

Vivendi s'offre l'américaine Activision

BERTILLE OSSEY-WOISARD

Paris — Vivendi a annoncé hier un accord de rachat de l'éditeur américain de jeux vidéo Activision, une transaction de 18,9 milliards de dollars qui devrait accélérer la croissance du groupe français de médias et de télécoms sur un marché en forte progression.

L'opération se fera par un rapprochement entre la filiale de jeux de Vivendi, Games, et le groupe américain Activision.

La nouvelle entité sera baptisée Activision Blizzard, «un leader mondial du divertissement actif pesant 3,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires, selon un communiqué commun des deux groupes.

«Activision Blizzard sera la société de jeux vidéo "pure play" [acteur pur] la plus profitable au monde», affirme Vivendi (SFR, Universal Music Group, Groupe Canal +, Vivendi Games).

Le groupe français est déjà leader sur ce marché, grâce à *World of Warcraft*, un jeu de rôle au succès mondial avec 9,3 millions de joueurs, développé par Blizzard, une division de sa filiale Vivendi Games.

Avec une progression de plus de 18 % de son chiffre d'affaires au troisième trimestre et de près de 50 % sur les neuf premiers mois, Vivendi Games est une des filiales de Vivendi à la croissance la plus rapide, justement grâce à *World of Warcraft*.

Activision, basé à Santa Monica, en Californie, et fondé en 1979, est également leader sur le marché, mais dans les jeux de consoles (*Call of Duty*, *Tony Hawk*, *Spider-Man*, *James Bond*, *Shrek*, *X-Men*, *Transformers*...).

«En rapprochant les activités de Vivendi Games de celles d'Activision, nous créons un leader mondial dans un secteur en très forte expansion», commente Jean-Bernard Lévy, président du directoire de Vivendi, cité dans le communiqué.

«En réunissant les leaders des jeux grand public et des jeux en ligne par abonnement, Activision Blizzard sera le seul éditeur à occuper des positions de premier plan sur l'ensemble des secteurs du divertissement interactif», ajoute Robert Kotick, patron du groupe américain.

«Nous renforcerons également notre présence sur les marchés asiatiques à forte croissance, notam-

ment la Chine et la Corée, tout en conservant une position de leader en Amérique du Nord et en Europe», ajoute M. Kotick.

La transaction, approuvée par le directoire et le Conseil de surveillance de Vivendi et les conseils d'administration de Vivendi Games et d'Activision, reste soumise à l'approbation des actionnaires d'Activision.

Évaluée à 18,9 milliards d'euros, elle doit se faire en deux temps. D'abord Vivendi détendra 52 % d'Activision Blizzard,

puis 68 % au terme d'une seconde transaction.

Vivendi et Activision estiment que l'opération devrait être conclue au premier semestre 2008 et soulignent qu'elle dopera leurs bénéfices.

Activision Blizzard sera coté à la Bourse de New York. Robert Kotick deviendra son directeur général, alors que René Pénisson, actuel président de Vivendi Games, sera son président.

Agence France-Presse

CONCERTS CLASSIQUES

Le dimanche des sopranos

GALA DE L'OPÉRA

Adina Aaron, Marianne Fiset, Othalie Graham, Aline Kutan et Ailyn Perez (sopranos), Robynne Redmon (mezzo), Marc Hervieux, Edgar Ramirez, Thomas Rolfe Truhitte et Dinyar Vania (ténors), Michael Corvino, Daniel Okulitch, Daniel Sumegi, Daniel Sutin et Grant Youngblood (barytons), Alain Coulombe, Andrew Funk, Brian McIntosh et Philip Skinner (basses), Orchestre Métropolitain du Grand Montréal, Paul Nadler. Salle Wilfrid-Pelletier, le 2 décembre à 14h.

FESTIVAL BACH

Concertos brandebourgeois n° 2 et 5. Cantates pour soprano solo BWV 51 et 209. Suzie LeBlanc (soprano), Il Gardellino. Eglise St. James United, le 2 décembre à 18h30.

CHRISTOPHE HUSS

Le douzième Gala de l'Opéra de Montréal est parvenu à prolonger la réussite du millésime 2006: beaucoup de réussites et peu de déceptions, au premier rang desquelles les vociférations syllabiques d'Alain Coulombe dans Mozart et de Thomas Rolfe Truhitte dans Wagner. En retrait aussi, les barytons Michael Corvino et Daniel Sumegi à l'émission vocale nasale ou voilée.

Tous les autres chanteurs furent au prometteurs (le ténor Dinyar Vania, qui a besoin d'un bon coach vocal pour devenir autre chose que doubleur de la doubleur de Juan Diego Florez), voire exceptionnels, comme Aline Kutan dans un air de Mignon d'Ambroise Thomas ou la soprano Alina Aaron, qui chante bien mieux qu'elle s'habille.

Aline Kutan a largement dépassé le stade de «rossignol» habituel aux sopranos colorature; le registre est riche, les pianos habités.

Aaron possède elle aussi une voix ample; ses bas médiums somptueux passent presque inaperçus en regard de ses aigus filés. Au registre des sopranos, on citera l'admirable Mimi de Marianne Fiset, toujours aussi émouvante, la puissance d'Othalie Graham (pour combien de temps?) et le talent sûr d'Ailyn Perez.

Belle brochette masculine également, avec Marc Hervieux, le ténor mexicain Edgar Ramirez et quelques barytons ou basses, nobles et impeccables artistes: Daniel Sutin, Grant Youngblood, Philip Skinner (dans l'ardu *Vaisseau fantôme*), Daniel Okulitch et le discret mais impressionnant Andrew Funk.

Tout cela a été mené par un chef aguerri, Paul Nadler, à la tête d'un Orchestre Métropolitain qui gagnerait à programmer plus de Wagner pour y trouver ses repères. Achievé à 17h45, le bain musical se poursuivait à quelques mètres de là, avec l'ouverture du Festival Bach et une première «grande visite», celle des Belges d'Il Gardellino, venus sans leur inspirateur, l'hauteboïste Marcel Poncele.

Il Gardellino sans Poncele, c'est comme les Pingouins sans Sidney Crosby: ça joue, mais ce n'est pas la même game. Mais le hautbois n'avait pas sa place dans ce programme intitulé *Que sonne la trompette*, mais où le 2^e Concerto brandebourgeois (avec trompette) avait été remplacé par le Cinquième (avec clavecin). De la trompette (naturelle), on en a eu dans la Cantate BWV 51 et on n'était pas mécontent que ça s'arrête là...

Il Gardellino a frappé par sa justesse d'ensemble, sa douceur sonore, la beauté des flûtes. On s'étonne pourtant qu'un musicien aussi aguerri que le violoniste François Fernandez ne soit pas plus impeccable dans le 1^{er} mouvement du 4^e Brandebourgeois. C'est donc, au final, Suzie LeBlanc, en belle forme vocale, parfaitement claire et à l'aise dans les vocalises, qui a rafalé la mise.

EN BREF

Une page manuscrite du seul roman de Napoléon I^{er} est vendue 35 200 \$


Paris — Une page manuscrite livrant les premiers paragraphes de l'unique roman de Napoléon Bonaparte, *Clisson et Eugénie*, a été acquise hier par un collectionneur privé français pour un montant de 24 000 euros (35 200 \$CAN), a an-

noncé la maison de vente Osenat, organisatrice de ces enchères à Fontainebleau. Cette pièce rarissime, qui appartenait à une collection privée, est «un des deux seuls manuscrits de ce texte encore en mains privées», a-telle précisé dans un communiqué. «Bonaparte, lecteur passionné, écrivait ainsi dans sa jeunesse divers essais et contes, dont le célèbre Souper de Beaucaire paru en 1793, et la présente ébauche de roman, ce Clisson et Eugénie qui serait sa dernière œuvre littéraire, écrite en août et septembre 1795», explique Osenat. — AP

Martial BOUCHER

ROND-POINT

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE



272 pages • 16,25 \$
ISBN 978-2-7608-1079-2

1^{re} année du 1^{er} cycle du secondaire

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indicatif sous réserve de modifications

LIDEC inc.
514-843-5991